

Die Zitrone ist ausgepresst

*Alain Pichard über die schwierige Aufgabe, in der öffentlichen Kulturförderung die richtige Balance zu finden.

Zurzeit stehen die mit Spannung erwarteten Verlängerungen der Leistungsverträge mit den Bieler Top-Kulturinstitutionen an: Theater Orchester Biel Solothurn (TOBS), Stadtbibliothek Biel, Neues Museum Biel (NMB), Kunsthaus Pasquart, Nebia, Photoforum Pasquart, Festival du Film Français d'Helvétie, Bieler Fotografie. Wenn es nach dem Gemeinderat geht, sollen diese Institutionen gleich viel erhalten, wie in den vorangegangenen Jahren, nämlich 8,5 Millionen Franken, allen eingegangenen Verpflichtungen der politischen Parteien für ein ausgeglichenes Budget zum Trotz.

Beschränken wir uns einmal auf die drei, der Hochkultur zugerechneten Institutionen: TOBS, das NMB und das Kunsthaus Pasquart. Sie kassieren 5,5 der insgesamt 8,5 Millionen Steuergelder. Sie haben alle einen Selbstfinanzierungsgrad unter 30 Prozent. Somit kostet ein gekauftes Ticket im TOBS den Steuerzahler noch weitere 276 Franken.

Spannend sind die Beiträge für die sogenannten alternativen Kulturanbieter. Das Kulturkartell, der Pod'Ring, das PlusQ'ile-Festival, das AJZ usw. Insgesamt 20 kleinere Kulturinstitutionen bringen es auf insgesamt 800 000 Franken an Subventionen. Das sind knapp 10 Prozent der gesamten Kultur Ausgaben.

Fast allen gemeinsam ist der Zuschauerschwund: Während bei TOBS das Publikum langsam aber sicher wegstirbt, beklagen nun auch die alternativen Kulturveranstalter das Wegbleiben der Konsumenten. Die Kulturredaktorin des Bieler Tagblatts fragte denn auch nach einem Besuch im Le Singe verzweifelt: «Wo bleiben die Zuschauer?»

Die seit Jahrzehnten herrschende Angebotsfixierung, die ständig Institutionen und Fördertöpfe, nicht aber die Konsumenten vermehrt, scheint sich nun zu rächen. Ein Beispiel: In der Schweiz hat sich die Zahl der Museen von 300 im Jahre 1980 auf über 1180 erhöht. Die Anzahl Besucher hielt mit diesem Wachstum

nicht Schritt. Wer nun die aktuelle Distribution der Gelder in Frage stellt oder einen eventuellen Rückbau von grossen Kulturinstitutionen annimmt, prallt an eine Wagnisburg der Gerechtigkeit. Die grundsätzlichen Fragen nach der Kulturförderung werden verdrängt. Nicht nur in Biel, sondern in der gesamten Kulturförderung, deren institutionellen Gatekeeper sich alle aus dem Kulturkuchen rekrutieren. Oder haben Sie schon eine Gemüsebauern in einem Verwaltungsrat eines Opernhauses getroffen?

Die Spanne zwischen Popkonzert und Staatsdienst, welche die Ferienkasse jeweils etwas auffüllt. Für eine linke Stadt ist das eine bemerkenswerte Prioritätensetzung. Dieser Raubzug auf die Kleinverdiener offenbart, dass unsere Regierung weder den Mut noch die intellektuellen Voraussetzungen hat, um eine grundlegende Debatte über die Kulturförderung in Gang zu setzen. Im konkreten Fall TOBS hiesse das: Entweder man erhöht die Subventionen für dessen Ensembles namhaft, oder man gibt es auf und investiert freizewendende Ressourcen in eine fairere Kulturförderung, die Biel besser repräsentiert. Alles andere ist ein Gewurstel, das weder der Kultur noch den Stadtfinanzen dient.

*Name geändert.

nung des ersten Budgets 2023 und den Ergebnissen des Runden Tisches. Dieses Dilemma führt die Institutionen in eine prekäre Situation: zuziel zum Sterben, zu wenig zum Leben.

Ausgepresst ist übrigens auch der Berufsstand von Frau Hazera*. Das Reinigungspersonal der Bieler Schulen wurde um 70 Prozent abgebaut und jetzt wird noch – aus Spargründen – auf die Grossreinigung der Bieler Schulhäuser in den Sommerferien verzichtet. Abgesehen von hygienischen Debakel entgeht den Betroffenen auch der willkommene Zusatzverdienst, welche die Ferienkasse jeweils etwas auffüllt. Für eine linke Stadt ist das eine bemerkenswerte Prioritätensetzung.

Dieser Raubzug auf die Kleinverdiener offenbart, dass unsere Regierung weder den Mut noch die intellektuellen Voraussetzungen hat, um eine grundlegende Debatte über die Kulturförderung in Gang zu setzen. Im konkreten Fall TOBS hiesse das: Entweder man erhöht die Subventionen für dessen Ensembles namhaft, oder man gibt es auf und investiert freizewendende Ressourcen in eine fairere Kulturförderung, die Biel besser repräsentiert. Alles andere ist ein Gewurstel, das weder der Kultur noch den Stadtfinanzen dient.



*Alain Pichard war bis 2016 Bieler Stadtrat der Grünliberalen Partei (GLP), 2022 ist er in den Grossen Rat gewählt worden. Er ist abwechselungsweise mit Roland Itten monatlich als Biel-Biener-Gastautor tätig. Pichard ist schweizweit bekannt für seine kritischen Meinungen zu Schul- und Gesellschaftsfragen. Seine Meinung muss sich nicht mit der Meinung der Redaktion decken.

*Alain Pichard a été conseiller de Ville des Vert'libéraux (PVL) jusqu'en 2016 et a été élu député au Grand Conseil en 2022. Il est en alternance avec Roland Itten, chroniqueur mensuel de Biel. Biéane. Il est connu en Suisse pour ses opinions critiques sur les questions scolaires et de société. Ses propos ne représentent pas forcément l'avis de la rédaction.

Le citron est pressé

Actuellement, les prolongations très attendues des contrats de prestations avec les institutions culturelles biennoises et du manque de courage politique en la matière.

Actuellement, les prolongations très attendues des contrats de prestations avec les institutions culturelles biennoises et du manque de courage politique en la matière.

Limitons-nous aux trois institutions classées dans la catégorie «culture élitaires»: TOBS, NMB, et Centre d'Art Pasquart. Elles perçoivent 5,5 millions de francs sur un total de 8,5 millions de recettes fiscales. Elles ont toutes un taux d'auto-financement inférieur à 30%. Ainsi, un billet acheté au TOBS coûte encore 276 francs au contribuable.

Les contributions pour les prestataires culturels dits alternatifs sont passionnantes. Le Cartel culturel, le Pod'Ring, le festival plusQ'ile, le CAJ, etc., soit 20 petites institutions culturelles, reçoivent au total

800 000 francs de subventions. Cela représente à peine 10% des dépenses culturelles totales. Presque tous ont en commun la diminution du nombre de spectateurs. Alors que le public de TOBS se meurt lentement mais sûrement, les organisateurs culturels alternatifs se plaignent désormais eux aussi de la désertion des consommateurs. Après une visite au Singe, la rédactrice culturelle du Bieler Tagblatt a demandé avec désespoir: «Ou sont les spectateurs?»

La fixation de l'offre qui prévaut depuis des décennies et qui multiplie sans cesse les institutions et les pots d'encouragement, mais pas les consommateurs, semble désormais se retourner contre elle. Prenez un exemple: en Suisse, le nombre de musées est passé de 300 en 1980 à plus de 1180 aujourd'hui. Mais sans hausse du nombre de visiteurs. Quiconque remet en question la répartition actuelle des fonds ou évoque un éventuel démantèlement des grandes institutions culturelles suscite une vague d'indignation. Non seulement à Biéane, mais dans l'ensemble de l'encouragement de la culture, dont les gardiens institutionnels se recrutent tous dans le milieu culturel (ou avez-vous déjà rencontré un maraîchère dans le conseil d'administration d'un opéra?).

La marge entre le concert pop et le théâtre d'Etat indique l'exigence politiquement étayée selon laquelle l'art de haut niveau finit par voir le jour lorsqu'il est pratiquement privé de son auto-financement. Mais promouvoir la culture, c'est construire l'exclusion. On exclut bien sûr la culture américaine, la culture pop, le design des jeux informatiques (êtes-vous déjà allé à la foire Fantasy à Biéane ou à Bâle)? L'art des migrants, qui doivent payer des loyers exorbitants pour leurs manifestations culturelles dans les aulades de la ville, est également exclu.

Dieter Kaegi a déclaré lors d'une manifestation publicitaire pour la prolongation des subventions TOBS: «Le citron est pressé». Je ne peux que lui donner raison. Le TOBS, tout comme les autres institutions

culturelles, n'a plus obtenu d'augmentation de ses subventions depuis des années. Si l'on considère l'inflation en cours, nous avons affaire ici à une mesure d'économie considérable. La programmation de TOBS, qui tente désespérément d'attirer une clientèle plus jeune dans sa vénérable salle, se sert de plus en plus de la scène théâtrale indépendante. Il est ainsi devenu plus innovant, plus intéressant et plus imprévisible que les programmes des grandes scènes théâtrales, qui produisent trop souvent les mêmes classiques à l'eau de rose afin de conserver leur clientèle habituelle. Mais en même temps, la situation financière de la Ville de Biéane ne permet pas d'augmentation, surtout pas après le refus du budget et les résultats de la table ronde. Ce dilemme place les institutions dans une situation précaire: trop pour mourir, pas assez pour vivre.

D'ailleurs, la profession de Mme Hazera* est également pressurée. Le personnel de nettoyage des écoles biennoises a été réduit de 70% et maintenant on renonce encore – pour des raisons d'économie – au grand nettoyage des bâtiments scolaires biennoises pendant les vacances d'été. Outre la débâcle hygiénique, les personnes concernées se voient privées d'un revenu supplémentaire bienvenu qui leur permettait de renflouer un peu leur caisse de vacances. Pour une ville de gauche, il s'agit d'une privation remarquable.

Ce hold-up sur les revenus minimums révèle que notre gouvernement n'a ni le courage ni les capacités intellectuelles nécessaires pour lancer un débat de fond sur l'encouragement de la culture. Dans le cas concret du TOBS, cela signifierait: soit on augmente de manière significative les subventions pour cet orchestre, soit on l'abandonne et on investit les ressources libérées dans une promotion culturelle plus juste et plus représentative de Biéane. Tout le reste n'est que bricolage, qui ne sert ni la culture ni les finances de la ville.

*Nom modifié.